

Contre les mesures annoncées du gouvernement : Mobilisation unitaire des lycéens, étudiants et travailleurs

Paris, le 10/05/07

Au lendemain du résultat des élections présidentielles, nous savons par avance quelle sera la politique du gouvernement mis en place par Nicolas Sarkozy. Dans la continuité des contre-réformes des gouvernements PS ou UMP, il compte accélérer la destruction des acquis ouvriers (code du travail, sécurité sociale...) et la privatisation des derniers services publics. Ouvertement soutenu par les plus illustres représentants du patronat, Nicolas Sarkozy a mandat de ces derniers pour "tatcherisé" la France (selon les propres mots de son entourage). Dans sa ligne de mire : la jeunesse et les travailleurs et en particulier les plus vulnérables d'entre eux (les sans papiers, les précaires, les chômeurs...).

Le calendrier a déjà été annoncé : dans les prochains mois se succéderont la "réforme" du droit de grève via le service minimum, la casse du code du travail par le contrat unique, le renforcement de l'arsenal législatif répressif et l'achèvement de l'autonomie des universités. Ces derniers jours, Nicolas Sarkozy a multiplié les appels du pied aux principales directions syndicales en les appelant à rejoindre le gouvernement et le MEDEF autour d'une table de négociation. Autant éviter le passage en force quant on peut trouver des partenaires parmi les directions des organisations de la classe ouvrière et des étudiants...

Face au gouvernement, au patronat et à leurs alliés : Ne comptons que sur nos propres forces !

Les communiqués des principales centrales syndicales peuvent rassurer le nouveau président quant à leur disposition à "dialoguer", "échanger" et "négocier" :

Le bureau confédéral de la CGT considère "que les grandes décisions économiques et sociales soient soumises à concertation et négociation".

Pour la CFDT, "L'écoute, le respect des partenaires sociaux, la qualité du dialogue, la négociation, en sont des éléments essentiels". "La méthode que choisira le chef de l'Etat pour impulser les réformes sera à ce titre déterminante".

FO met en garde contre "Toute précipitation ou passage en force qui générerait des effets boomerang et fragiliserait fortement le dialogue social". Au risque de mobilisations...

L'UNEF condamne les mobilisations au lendemain des élections en précisant qu'elle "participera d'autant moins à ce type de manifestation que c'est contre-productif, et que cela risque de faire apparaître les jeunes comme anti-républicains. Ce n'est pas la réponse adaptée à l'élection de Nicolas Sarkozy".

Les concertations entre partenaires sociaux voulues par l'UMP devraient être sereines... De telles déclarations ne sont pas faites pour rassurer les travailleurs et les jeunes qui ont lutté et luttent encore quant au soutien qu'ils pourront attendre de ces organisations. Les discours appelant à la résistance par le bulletin de vote ne doivent tromper personne : Souvenons-nous du CPE, son retrait n'a pas été arraché par l'opposition parlementaire ! Les manifestations spontanées qui ont eu lieu à l'issue du second tour sont un signe de la combativité de la jeunesse mais l'anti-sarkozysme n'est pas en soi une revendication. Souvenons-nous des très nombreuses mobilisations qui ont encadré la campagne à l'élection présidentielle, c'est en relayant leurs revendications que nous feront efficacement barrage à Sarkozy et ses acolytes.

Lycéens, Etudiants, et Travailleurs : Unifions nos luttes !

La lutte des ouvriers de PSA-Aulnay, la grève des salariés d'AIRBUS, celle des travailleurs de Clear Channel (entreprise chargée de l'affichage sur les panneaux électoraux), la lutte des sans-papiers, les mobilisations de lycéens et d'étudiants... ont prouvé la détermination de la classe ouvrière et des jeunes à s'opposer aux attaques du gouvernement et du patronat. C'est pourquoi aujourd'hui, alors que la direction de PSA salue l'élection de Nicolas Sarkozy par un plan social prévoyant 4800 licenciements économiques, l'attitude conciliatrice des bureaucraties syndicales est criminelle.

Dans nos facs, la mobilisation est urgente. Ce qui reste d'université publique est appelé à disparaître dans la formation des pôles d'excellence, achèvement du processus de privatisation de l'enseignement supérieur. C'est la finalité du programme de l'UMP pour l'université. Après avoir menée campagne pendant près d'un an contre la mise en place des pôles d'excellence, la FSEUL réaffirme aujourd'hui la nécessité de s'organiser et d'unifier les luttes pour battre le gouvernement. Consciente que la satisfaction des revendications étudiantes ne pourra se faire que dans l'unité avec celles des travailleurs, la FSEUL appelle à l'unité d'action immédiate de toutes les forces syndicales disposées à mobiliser. Dans le but de faire échec aux fausses négociations menées dans le dos des travailleurs et des jeunes par des directions syndicales qui ne rendent de compte qu'aux partis politiques institutionnels.

Refusons la cogestion : Organisation et Mobilisation !

Pour la FSEUL, la question de l'indépendance syndicale est indissociable d'une lutte conséquente contre la privatisation des universités. La défense inconditionnelle des intérêts étudiants passera nécessairement par la rupture avec les organes de cogestion. Nous appelons donc toutes les organisations étudiantes qui veulent lutter à rompre immédiatement avec toutes ces institutions (CA, CEVA, CS, Conseil d'UFR et autres..) qui ne servent qu'à intégrer les syndicats et à donner une caution pseudo-démocratique à ces conseils et à refuser toutes les subventions (subventions pour les élus etc..) qui ne servent qu'à acheter la complaisance des syndicats. Les syndicats doivent organiser la lutte. Devant l'urgence de la situation, il faut construire ensemble un plan de lutte national pour unifier concrètement les mobilisations.

Nous appelons tous les étudiants à défendre avec nous l'université publique :

Pour une université publique, laïque, gratuite pour tous :

Non aux pôles d'excellence !

Nous réaffirmons les intérêts communs qui lient les étudiants, travailleurs en formation, à la classe ouvrière. C'est pourquoi la FSEUL fait siennes les revendications portées par le mouvement ouvrier dans ses dernières mobilisations :

Augmentation des salaires : 300 euros tout de suite !

Non au licenciements, non aux délocalisations. Soutien aux travailleurs de PSA et d'Airbus !

Défense inconditionnelle des services publics !

Défense inconditionnelle du code du travail, des statuts et des conventions collectives !

CDI pour tous!

Régularisation globale des sans papiers : arrêt immédiat des expulsions !

<http://fseul.free.fr>